

Prenons le pouvoir sur nos services public.

Les privatisations, on en connaît les dangers, pourtant on sous-estime encore leur pouvoir mortifère.

Sournoisement, à petit coup de mépris et d'humiliations, elles en arrivent à grignoter notre énergie. Chaque jour c'est un nouveau lot de baffes, comme lorsque le chef des CFF, Andreas Meyer, estime que des voyageurs peuvent très bien rester debout durant 20 minutes de trajets! Une proposition illégale, le droit ferroviaire garantissant une place assise, et dangereuse de surcroît.

Mais le plus choquant, c'est de voir un type- Andreas Meyer ou un autre- qui se fait (en gros) un million de francs par année, condamner des voyageurs à rester debout dans un train, des usagers qui sont pour la plupart des pendulaires. Mais M. Meyer n'en a rien à cirer : Un multimillionnaire, trouve toujours une place assise.

Le même chef – ou sa chefferie - pour qui les trajets en train sont gratuits, à moins qu'il roule en limousine, trouve toutes les combines pour faire les poches des voyageurs : 5 % d'augmentation des tarifs vers la fin de l'année, 90 francs d'amende aux retardataires et aux étourdis qui n'ont pas pris leur billet à l'automate car il est impossible désormais de prendre son ticket dans le train. 90 francs, même pour un court trajet à 1.50 ! Parquer sa bagnole en zone interdite ne coûte que 40 francs, soit dit en passant.

Une dictature, affirment certains, est reconnaissable à sa capacité de faire souffrir sa population. Les privatisations prennent bel et bien ce chemin-là, avec l'usage de méthodes managériales cruelles, imposées au détriment des usagers/ères et du personnel. Puisque les voyageurs ont tout juste le droit de payer et se taire, on imagine aisément la vie des cheminots.

Les transports en commun coûtent cher, c'est vrai. Le Conseil fédéral a déjà beaucoup investi pour le matériel roulant, le confort des voyageurs et cela ne suffit pas. Mais si la nature a horreur du vide, la politique déteste plus encore les «Dépenses-Publiques », Satan devrions-nous dire.

Seulement... Une fois compté et recompté les sous dépensés, on pourrait peut-être aussi se réjouir des bénéfiques : Près d'un million de passagers par jour dans les trains, donc des milliers de bagnoles en moins sur les routes ! Combien de tonnes de Co2 économisées ? D'accidents évités? De niveau sonore réduit ?

Et les cheminots, cette fameuse « masse salariale » ?... Elle coute mais elle rapporte. Grâce à la richesse de son savoir faire et plus encore. 28 mille employés CFF, ce sont 28 mille salaires qui font tourner l'économie, procurent des impôts à l'Etat, des cotisations à l'AVS et permettent d'élever des enfants, notre futur !

Pourquoi ne jamais évoquer ces bénéfiques-là ?

Une initiative fédérale « en faveur du service public » est en cours. Courageusement ce sont des journaux d'information des consommateurs qui l'on lancée. On la souhaiterait plus énergique mais elle représente un bon pas en avant, en attendant l'heure où nous prendrons en main nous-mêmes nos services publics !

Un renversement des politiques est nécessaire de toute façon, vu l'échec patent des délires ultralibéraux. Il devient impératif de protéger nos services publics de la libéralisation destructrice du marché, du dogme trompeur de la concurrence.

Ainsi à la place de critères marchands, imposés par des hiérarchies robotisées, déconnectées de toute réalité, nous devons établir des normes d'efficacité sociale, que soit pour les trains, la poste, la santé ou l'éducation. Il en va désormais de la qualité de notre survie.

Elisabeth Brindesi

Paru dans 'Résistance' n° 84, mai 2012